

12/02/2010 À 00H00

Au Caire, le sort d'un centre d'études français échauffe les scientifiques

Par **CLAUDE GUIBAL** Le Caire, de notre correspondante

Dans des cartons, près de 48 000 livres, plus de trente ans d'archives de presse égyptienne, un fonds exceptionnel sur l'Égypte et le monde arabe : la fermeture de la bibliothèque du Centre d'études juridiques, économiques et sociales (Cedej), au Caire, provoque colère et polémique dans la communauté scientifique. Une pétition, déjà signée par plus de 1 800 chercheurs internationaux, dénonce la «*casse de la recherche française en Égypte*».

La direction du Cedej assure qu'il n'est cependant pas question de fermeture définitive, mais d'une mesure temporaire, en attendant de trouver un lieu où entreposer ces ressources. Le Cedej doit en effet quitter cet été les locaux qu'il occupe et cherche à se reloger. Pour le directeur du Cedej, Marc Lavergne, c'est aussi l'occasion de «*remettre à plat*» la gestion d'une documentation jugée «*insuffisamment exploitée*». Elle ne serait consultée, dit-il, que par à peine plus d'un visiteur par jour.

Créé en 1970, le Cedej est sur la sellette depuis des années. Il a tangué ces derniers mois au rythme de brutaux conflits internes, marqués par le non-renouvellement des contrats de chercheurs et le licenciement récent de sept employés. Les pétitionnaires veulent attirer l'attention sur l'avenir même du centre. Le Centre d'études, placé sous la tutelle conjointe du ministère des Affaires étrangères et du CNRS, est asphyxié financièrement, et ne sait encore où ni comment il poursuivra ses activités après la fermeture de ses locaux. Un temps envisagée, une délocalisation à Alexandrie semble abandonnée.

Par ailleurs, l'équipe, réduite au minimum, peine à relancer un programme de recherche ambitieux et rigoureux. Les autorités de tutelle lui demandent désormais d'axer ses recherches sur des problématiques plus contemporaines et plus globales. Les signataires de la pétition s'inquiètent là d'une éventuelle instrumentalisation de la recherche à des fins politiques, notamment dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée. Enfin, ils voient dans le naufrage du Cedej le résultat d'une absence de cohérence et de lisibilité de la politique de recherche en France, au moment où l'existence d'autres instituts, comme ceux de Tachkent et d'Istanbul, est également fragilisée.